

Prêt pour le changement !

Changer l'UNEF pour vraiment changer d'avenir

*Texte présenté par la sensibilité JUSTICE de la Tendence Refondation Syndicale
Jeunesse Unie pour un Syndicalisme de Transformation vers un Idéal et une Conscience Européenne*

I- Changer notre enseignement supérieur

- Pour une Justice entre étudiants

L'un de nos premiers combats est la **fusion entre l'Université et les grandes écoles**. La césure entre ces deux institutions n'est pas acceptable car profondément injuste. D'un côté nous avons des Universités sous dotées, discréditées et montrées du doigt pour leurs difficultés à former, puis à aider à accéder au marché de l'emploi. De l'autre, un système élitiste, oscillant entre écoles publiques et privées, fixant des frais d'inscription prohibitifs et mettant en œuvre une sélection draconienne. **Pour répondre à un système d'enseignement supérieur structurellement inégalitaire, la réponse est l'unification**. En effet, d'un côté existe un système sur le modèle républicain, étouffé par le manque de budgets, accessible au plus grand nombre, incapable, de fait, de réussir la démocratisation. De l'autre, la noblesse d'Etat se reproduit, sans peur du lendemain. L'isolement des grandes écoles, par une sélection sociale très forte à son entrée, ne peut être combattue qu'en réorganisant sa structure et en redéfinissant les règles d'accès et les frais d'inscriptions, afin de lutter contre la ségrégation sociale. Bien rares sont ceux qui issus des classes défavorisées arrivent à accéder à cette soi-disant élite.

- Pour un Etat responsable

Aujourd'hui, il est couramment reconnu que **l'enseignement supérieur français est sous financé** par rapport à celui des autres pays développés. La raison ? Le désengagement de l'Etat. La Conférence des Présidents d'Université (CPU), elle-même a souligné la nécessité d'augmenter la ressource par étudiant. **Le réengagement financier de l'Etat reste indispensable**. Une partie de cet effort financier ne pourra pas se faire sans un réengagement pérenne de l'Etat dans le financement de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les financements de fonctionnement versés par le Ministère de l'Education Nationale doivent par ailleurs contribuer à rétablir une égalité entre les Universités. **Il nous semble indispensable d'augmenter significativement le niveau moyen de la dotation par étudiant et donc le budget global de l'enseignement supérieur et de la recherche**.

II- Changer nos conditions formation

- Pour une émancipation des Jeunes

L'autonomie, ce n'est ni l'indépendance ni l'obéissance : **c'est l'émancipation**. Il ne suffit donc pas de donner un pécule financier à tous les jeunes comme le préconise la majorité nationale (TMN) et locale (TTE, maintenant TUUD) mais bien de **mettre en place un contrat d'autonomie juste, donc individualisé, c'est-à-dire, selon la situation sociale réelle de l'étudiant suivant qu'il perçoive une aide des parents ou un salaire propre**. De cette manière le droit à l'éducation devient le fondement même d'une nouvelle allocation. Notre but premier pour ce projet ne doit donc pas être de couvrir les risques liés au fait d'être jeune mais bien de répondre à une des aspirations de l'ensemble de la société qu'est le droit à se former à tout moment de sa vie. **C'est « l'allocation d'étude » contre « l'allocation d'autonomie »**.

- Pour un avenir partagé : l'accès au savoir tout au long de la vie

La formation et l'éducation continue sont un progrès social parce que nous ne pouvons plus accepter que tout se joue uniquement dans les premières années de la vie. **Il faut pouvoir tout au long de sa vie approfondir et actualiser ses connaissances**, principale condition de l'émancipation de chacun. La formation et l'éducation tout au long de la vie doivent être reconnues comme un droit de la personne et correspondre à un service public de l'enseignement supérieur.

- Pour une reconnaissance des étudiants salariés

Nous militons depuis notre création pour **une véritable Justice et le respect de tous les étudiants**. La condition de l'émancipation des jeunes passe par la reconnaissance des étudiants salariés. En ce sens **nous réclamons un statut de l'étudiant salarié**. L'UNEF doit revendiquer des droits spécifiques à l'Université et dans l'entreprise.

III- Changer notre syndicalisme

- Pour un syndicalisme européen

Notre sensibilité JUSTICE milite pour une conscience européenne permettant une **lutte pour le progrès internationaliste**. En ce sens, nous devons créer un syndicat étudiant européen, principal **interlocuteur d'une Europe de l'Education**. En effet, pour défendre un véritable service public de l'enseignement supérieur européen, il s'avère urgent d'**initier un rassemblement de syndicats étudiants européens**. Nous devons être capables de porter un discours fort en convictions, capable à la fois de créer un partenaire privilégié de l'Union et de porter un vrai projet.

- Pour un syndicalisme démocratique

Nous voulons **refonder l'UNEF**, c'est-à-dire, rénover notre organisation pour en faire un cadre d'engagement quittant le centralisme, le conservatisme contestataire et les incantations mouvementistes au profit d'un véritable syndicalisme de militants. **Nous militons pour un syndicalisme de proposition. Nous proposons pour protéger concrètement les étudiants**. C'est en prolongeant la contestation par la proposition que l'on évite d'être à la remorque, confiné à la défensive. **Le syndicalisme de proposition a une autre vision de l'étudiant**. Nous pensons que le milieu étudiant est à l'image du corps social. C'est en ce sens qu'il est erroné de considérer la jeunesse comme une classe sociale à part entière et donc de vouloir répondre à ses aspirations comme telle.

Au niveau national, il n'existe plus que trois tendances dont une majorité écrasante qui s'assimile désormais à la TUUD aux vues des récentes alliances d'appareil, éloignant toujours un peu plus l'UNEF de la réalité étudiante et de ses idéaux.

Au niveau local, la majorité TUUD (ou TTE) est hégémonique. **Osons la démocratie !**

Pour un syndicat, assumer son rôle de transformation sociale, c'est maintenir un équilibre entre deux éléments complémentaires : le mouvement social et le dialogue social.

Les 21 et 22 février

**Pour un syndicalisme de proposition,
Pour une vision étudiante juste et solidaire,**

VOTEZ et faites VOTER TRS

<http://justiceetudiant.canalblog.com>